Dans cet article, Charles Post reprend – à la lumière des thèses d'Ellen Meikins Wood et de travaux récents – l'analyse marxiste du rôle de l'État dans l'instauration et le maintien des rapports de production et des rapports sociaux capitalistes.

Charles Post est chercheur et enseignant au Borough of Manhattan Community College et au Graduate Center-City University à New York. Cet article est issu d'une communication donnée au colloque « Historical Materialism » (Londres, novembre 2016) au sein d'un atelier d'hommage à Ellen Meikins Wood, figure centrale du marxisme contemporain décédée en janvier 2016.

Une des thèses centrales du marxisme *Capital*-centré[1] est que le capitalisme est le premier mode de production dans l'histoire humaine au sein duquel les rapports sociaux de propriété sont reproduits par l'intermédiaire de la concurrence marchande. Les lois qui régissent la dynamique de la reproduction du capitalisme (la loi de la valeur qui oblige les producteurs à économiser du temps de travail par la spécialisation du travail, l'innovation technique et l'accumulation de sur-valeur) opèrent *via* le mécanisme de la concurrence sur les prix. En résumé, le capitalisme est reproduit au moyen de la « sourde pression du marché » [K. Marx, *Le Capital*, livre I, ndt] plutôt que par des formes variées de coercition extra-économique.

Dans cette perspective, l'État capitaliste se distingue de toutes les formes antérieures de domination politique par sa *séparation relative* de l'économie capitaliste. L'État capitaliste constitue ce que Heidi Gerstenberger a appelé une *sphère publique* de « pouvoir impersonnel »[2], tandis que l'exploitation est *privatisée* au sein d'unités individuelles de production. Dans les termes d'Ellen Meiksins Wood, dans son essai fondateur « La séparation de « l'économique » et du »politique » sous le capitalisme » :

> *« Parler de la différentiation de la sphère économique […] ne revient pas, bien sûr, à suggérer que la dimension politique serait en quelque sorte étrangère aux rapports capitalistes de production. La sphère politique a un caractère particulier sous le capitalisme parce que le pouvoir de coercition qui soutient l'exploitation capitaliste n'est pas exercé directement par l'expropriateur, et n'est pas basé sur la subordination politique ou juridique du producteur à un maître expropriateur. Mais le pouvoir de coercition et la structure de domination restent essentiels […]. La propriété privée absolue, les relations contractuelles qui lient le producteur à l'expropriateur, le processus d'échange de marchandises : tout cela exige des formes légales, un appareil coercitif, les fonctions de police de l'État »**[3]**.*

Alors que l'État capitaliste fournit les *« conditions générales de l'accumulation »*, il ne dirige pas la distribution de la force de travail et des moyens de production au sein et entre les branches de la production. C'est bien la *loi de la valeur*, opérant à travers la concurrence sur le marché réel, qui assure la reproduction de ce mode de production. La dynamique propre au capitalisme (le développement constant des forces productives) et ses tendances à la crise (la baisse des profits qui résulte de la mécanisation croissante de la production) opèrent indépendamment des désirs et des objectifs à la fois des capitalistes individuels et du « comité exécutif » du capitalisme : l'État capitaliste. Là encore, comme l'a écrit Wood :

> *« Les fonctions sociales de production et de distribution, d'extraction et d'appropriation de surplus, et l'allocation du travail social sont, pour ainsi dire, privatisées et elles sont réalisées par des moyens non autoritaires et non politiques. En d'autres termes, ce ne sont pas une direction politique, une délibération communale, un devoir envers la lignée, une coutume, ou une obligation religieuse qui régissent l'allocation sociales des ressources et du travail, mais, en général, les mécanismes de l'échange marchand »**[4]***.

De nombreuses critiques du « marxisme politique » ont qualifié cette approche de « marxisme hayekien » pour lequel les « condition générales de production » seraient réduites à la fourniture de certaines infrastructures que les capitalistes individuels ne peuvent pas produire de façon rentable. Cette perspective ne pourrait pas rendre compte des éléments clefs de l'histoire *concrète* du capitalisme. Plus précisément, le marxisme *Capital*-centré ne pourrait pas expliquer le rôle de l'État capitaliste dans la création des relations sociales de propriété, la persistance de travail légalement non-libre sous le capitalisme, ou encore l'augmentation de l'intervention économique de l'État capitaliste aux XXème et XXIème siècles. Dans cet article, nous essayerons d'esquisser les contours d'une explication *Capital*-centrée des racines et des *limites* des politiques publiques capitalistes qui tentent de modeler les relations sociales et le rythme de l'accumulation. Pour ce faire, je ne m'inspire pas seulement du *Capital* de Marx (l'œuvre la plus importante parmi ses ouvrages scientifiques, de la maturité) mais aussi des travaux d'autres auteurs qui considèrent « la séparation de l'économique et du politique » comme le trait distinctif du capitalisme.

L'excellent livre de Michael Zmoleck, publié récemment, *Rethinking the Industrial Revolution***[5]** [*Repenser la Révolution industrielle*, ndt], traite directement, dans une perspective *Capital*-centrée, du rôle de l'État capitaliste dans la création et la consolidation des rapports sociaux de propriété en Angleterre. Brenner[6], Wood, et d'autres, ont bien insisté sur le fait que la mise en œuvre des règles de la reproduction capitaliste (la spécialisation, l'innovation et l'accumulation) ne peuvent pas expliquer les *origines* des rapports sociaux capitalistes de propriété.

En résumé, le processus d'« accumulation primitive » (l'établissement des rapports sociaux capitalistes de production) n'est pas le résultat de l'extension des marchés ni du développement des forces productives. Ce sont plutôt les tentatives des classes pré-capitalistes de se reproduire, dans des périodes de crises, qui ont pour conséquence non intentionnelle de produire le capitalisme. Dans ce processus, l'État joue un rôle majeur. L'analyse que fait Zmolek des *enclosures***[7]** et des expropriations et ventes des terres du clergé dans l'Angleterre des Tudor apporte une nouvelle profondeur historique et affine les propos de Marx dans la section sur « l'accumulation primitive » dans *Le Capital***[8]**.

L'analyse que fait Zmolek du rôle de l'État capitaliste britannique post-1688[9] dans la création d'une classe ouvrière industrielle est particulièrement important. Marx a bien insisté sur le fait que la « sourde pression du marché » n'était pas suffisante pour discipliner les travailleurs/euses salarié·e·s dépossédé·e·s tant que le capital n'avait pas encore conquis le processus de travail.

Tant que la subsomption du travail au capital était *formelle* (et le processus de travail était de fait entre les mains des artisans qualifiés salariés) des forces légales-judiciaires étaient nécessaires pour assurer la vente de force de travail et la capacité du capital à diriger la production. La majorité des travailleurs/euses ne peuvent être « doublement libres » (libres

de la possession d'objets et d'instruments de production, et libres d'une obligation légale-judiciaire non-marchande de travailler) que quand le capital a accompli la *subsomption réelle du travail*.

C'est seulement quand les capitalistes trouvent face à eux une masse de travailleurs/euses dépourvu·e·s d'accès non-marchands aux moyens de production, *et* quand ils sont capables de reproduire en permanence une armée de réserve de travail à travers la mécanisation de la production, que le capital peut s'assurer d'un apport adéquat et fiable en force de travail sans avoir besoin de recourir à des restrictions judiciaires envers les travailleurs/euses. L'analyse de Zmolek du rôle central de l'État capitaliste britannique dans la destruction de la résistance des artisans-salariés à la subsomption réelle du travail au capital illustre cette vision.

Le travail salarié contraint persiste aussi dans, l'agriculture capitaliste, où la disjonction entre la production et le temps de travail[10] rend la coercition non-marchande nécessaire pour garantir un apport adéquat en force de travail pendant les périodes cruciales telles que les semailles et les récoltes. On trouve aussi du travail salarié contraint dans des situations où le capital dirige les processus de travail industriels, mais où les travailleurs/euses ne sont que partiellement séparé·e·s de la propriété foncière.

Par exemple, dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, les travailleurs/euses n'étaient pas « libres » d'entrer ou de quitter les contrats de travail selon leur bon vouloir[11]. Les formes spécifiques des rapports sociaux capitalistes de propriété qui ont émergé dans les campagnes sud-africaines et les centres urbains après la « Loi sur les Terres indigènes » *[Natives' Land Act]* de 1913 (la séparation partielles de la population africaine d'avec les moyens de production) ont nécessité cette coercition légale. Les Africains pouvaient en partie reproduire leur force de travail en dehors du rapport salarial, soit dans les « Zones de réserve », soit sur les arpents de terre qui leur étaient octroyés par les fermiers capitalistes. Cette « prolétarisation partielle » a rendus nécessaires les « laisser-passez »[12] qui restreignaient la mobilité géographique de la force de travail, de manière à garantir une fourniture stable de main d'œuvre africaine « bon marché » au capital.

De nos jours, des millions de personnes contraintes au travail via des mécanismes non marchands, fréquemment appelées à tort « esclaves », sont obligées de vendre leur force de travail, souvent pour moins que le coût de leur reproduction, et elles n'ont pas la possibilité de quitter leurs employeurs ni de chercher de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Comme l'ont souligné David McNally et Susan Ferguson[13], ces personnes sont pour la plupart des travailleurs/euses migrant·e·s qui ne bénéficient pas des droits et libertés afférentes à la citoyenneté.

La coercition extra-économique à laquelle ils/elles font face est centrale pour assurer la provision d'une main d'œuvre peu coûteuse pour des secteurs intensifs en travail : travail du sexe, employé·e·s de maison, balayeurs, femmes de chambre, femmes de ménage, construction, production textile, et certaines branches de l'agriculture. Comme le montre Howard Botwinick dans *Persistent Inequalities*, l'accumulation capitaliste réelle et la concurrence obligent les capitalistes à payer des salaires faibles dans les secteurs intensifs en travail, des salaires souvent en dessous des coûts de la reproduction, de manière à retirer le taux de profit moyen[14].

La concurrence capitaliste réelle, une guerre qui est menée avec « l'artillerie du capital fixe », explique également le rôle joué historiquement par l'État capitaliste dans la tentative de protection des industries capitalistes « nouvelles-nées ». Anwar Shaikh, dans

son œuvre fondatrice « Foreign Trade and the Law of Value »[15] [« Le commerce extérieur et la loi de la valeur », ndt], explique que les fractions des capitalistes qui ont intégré le marché mondial après la consolidation du capitalisme industriel britannique ont dû faire face à un dilemme.

Que ce soit en Allemagne, en Italie, au Japon ou aux États-Unis, au XIXème siècle, ou dans le Sud global aux XXème et XXIème siècles, les « industrialisateurs tardifs » se retrouvèrent incapables de concurrencer directement les producteurs plus anciens et plus intensifs en capital. Le « libre échange » signifiait rester des exportateurs de biens agricoles, de matières premières et de biens manufacturés bas de gamme, intensifs en travail. Seules les classes dirigeantes qui sont parvenues à établir des taxes à l'importation protectrices et des subventions d'État sélectives pour les industries intensives en capital ont réussi à se faire une place dans l'économie capitaliste mondiale.

Comme le souligne Vivek Chibber dans *Locked in Place: State-Building and Late Industrialization in India**[16]*** [*Enfermé sur place : la construction de l'État et l'industrialisation tardive en Inde*, ndt], les taxes douanières protectrices qui participaient des programmes « d'industrialisation en substitution à l'importation » étaient insuffisantes, en permettant souvent à une production peu rentable de se maintenir pendant des dizaines d'années, dans de nombreux endroits du Sud global. Cependant, les programmes « d'industrialisation à visée exportatrice » eurent un effet très différent. Quand les classes capitalistes étaient prêtes et voulaient entrer dans la concurrence mondiale, généralement dans des formations sociales où la transformation capitaliste de l'agriculture avait créé un marché domestique concurrentiel, des formes d'intervention et de protection de la part de l'État capitaliste furent les conditions nécessaires d'une industrialisation réussie.

Pour finir, l'essai de Joaquim Hirsch, « The State Apparatus and Social Reproduction : Elements of a Theory of the Capitalist State »[17] [« L'appareil d'État et la reproduction sociale : Eléments d'une théorie de l'État capitaliste », ndt] apporte des éclairages importants sur les racines et limites de l'intervention de l'État capitaliste dans les pays capitalistes avancés aux XXème et XIXème siècles. L'école de la dérivation, dont Hirsch était une figure éminente, partageait avec le « marxisme *Capital*-centré » la conception de l'État capitaliste comme un « pouvoir public » séparé de la sphère privée de l'exploitation et de l'accumulation. Comme Wood, Hirsch identifiait l'origine de la séparation entre le politique et l'économique dans les rapports sociaux de propriété spécifiques et dans les lois de la reproduction du capitalisme.

Cette analyse a permis à l'école de la dérivation de s'opposer à divers arguments néo-keynésiens et néo-réformistes selon lesquels les politiques fiscales et monétaires de l'État capitaliste, combinées avec des formes de « planification indicative» et des nationalisations limitées, auraient finalement créé une forme de capital « géré » ou « monopole d'État » non soumis aux crises.

En d'autres termes, les arguments de Hirsch soulignent la manière dont la séparation du politique et de l'économique qui caractérise le capitalisme *limite* en fait la capacité des fonctionnaires de l'État capitaliste à altérer les règles de la reproduction du capitalisme à travers la construction de cadres institutionnels (par exemple les « régimes d'accumulation » des régulationnistes) de manière à réguler l'économie. Au contraire, ce sont les d*ynamiques de l'accumulation, de la concurrence et de la profitabilité* qui imposent des limites strictes aux actions des fonctionnaires de l'État capitaliste, comme on a pu le constater à de multiples reprises dans les quarante dernières années, depuis le régime de Mitterand en France au début des années 1980, jusqu'à la capitulation de Syriza en Grèce

et l'agenda austéritaire de l'Union européenne.

A partir d'un constat de la séparation du politique et de l'économique qui est pour l'essentiel identique à celui du marxisme *Capital*-centré, Hirsch conclut :

> *« que l'État bourgeois, en raison de sa caractéristique essentielle [sa séparation formelle d'avec l'économie, nda] ne peut pas jouer le rôle de régulateur du processus social de développement, mais doit être compris, dans la détermination de ses fonctions concrètes, comme une réaction à la dynamique du processus social de reproduction, dynamique qui mène inévitablement à la crise. L'interventionnisme d'État qui se développe actuellement représente une forme prise temporairement par les contradictions du capital ; mais le mouvement du capital reste historiquement déterminant […]. Cela peut être synthétisé, dans les termes de la théorie de la valeur, dans la loi de baisse tendancielle du taux de profit, ce qui signifie également que cette loi doit être le point de départ conceptuel pour une analyse des fonctions de l'état, une analyse qui doit partir de la dynamique concrète de l'accumulation du capital et de la lutte des classes »**[18]**.*

En résumé, mis à part l'extension des droits politiques aux travailleuses/eurs et l'expansion de l'État providence qui furent des *concessions temporaires* à la lutte de la classe ouvrière qui n'ont jamais remis en cause la discipline du marché du travail, la logique de la politique économique de l'État capitaliste est celle d'une tentative de *mobiliser les contre-tendances à la baisse du taux de profit***[19]**. Que ce soit l'utilisation des politiques fiscales et monétaires pour stimuler la demande, manipuler les taux d'intérêt, ou offrir des allègements d'impôts à différents capitaux ; les politiques sur les revenus ou les restrictions des droits syndicaux ; ou les mécanismes de planification indicative et la nationalisation (généralement des capitaux les moins productifs), les politiques économiques de l'État capitaliste visent à faciliter l'augmentation du taux de sur-valeur et à détruire les capitaux excédentaires, sans l'effondrement de l'accumulation qui va de pair avec les crises.

L'abandon des politiques keynésiennes à la fin des années 1970 et au début des années 1980 a reflété les *limites* des politiques de l'État capitaliste et la *nécessité* de crises capitalistes périodiques. Malgré l'expansion massive de « l'intervention étatique », les politiques de l'État capitaliste opérèrent à distance de l'accumulation et n'ont pas pu empêcher une nouvelle crise de la profitabilité. Le tournant vers le néolibéralisme a favorisé la reprise de la profitabilité et de l'accumulation entre 1982 et 2007 parce qu'il a efficacement facilité l'augmentation de l'exploitation du travail et la destruction des entreprises les moins rentables.

Cependant, le néolibéralisme, comme toutes les autres politiques de l'État capitaliste, n'a pas pu empêcher une crise de profitabilité renouvelée à partir de 2008. Ces crises ont leur origine dans le fonctionnement des lois les plus fondamentales qui règlent le mouvement et la reproduction du capitalisme : le fonctionnement de la loi de la valeur à travers la spécialisation, l'innovation et l'accumulation sous la menace de la concurrence marchande ; fonctionnement que les dirigeants des États capitalistes ne peuvent pas réguler de manière efficace. *In fine*, la compréhension « *Capital*-centrée » de la place de l'État capitaliste dans l'ensemble des rapports sociaux capitalistes de propriété met en lumière la nécessité de *bouleverser radicalement* la séparation du politique et de l'économique de façon à transcender le capitalisme.

Dans la mesure où les politiques d'État capitalistes sont en dernière instance limitées par les dynamiques indépendantes de la profitabilité, les institutions de l'État capitaliste ne peuvent pas être utilisées de manière instrumentale pour abolir le capitalisme « morceau par morceau », comme les stratégies de « réformes non réformistes » le proposent. Il faudra plutôt que les travailleuses/eurs se confrontent à l'État capitaliste et construisent leurs propres organes de pouvoir politique et social, ce qui abolira la séparation entre le politique et l'économique, pour bâtir un nouvel ordre socialiste démocratique.

Traduit de l'anglais par Elsa Boulet.

Notes

[1] *Capital* désigne ici l'ouvrage de Karl Marx [ndt].

[2] Heidi Gerstenberger, « The Bourgeois State Form Revisited », in W. Bonefeld, et al. (éds.) *Open Marxism*, Volume I: *Dialectics and History,* London, Pluto Press, 1992; Heidi Gerstenberger, *Impersonal Power: History and Theory of the Bourgeois State*, Chicago, Haymarket Books, 2009.

[3] Ellen Meiksins Wood, "The Separation of the 'Economic' and the 'Political' in Capitalism", in *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism* (New York, Cambridge University Press, 1995), pp. 29-30.

[4] E. Meiksins Wood, "The Separation of the 'Economic' and the 'Political' in Capitalism", op.cit., p. 29.

[5] Michael Zmoleck, *Rethinking the Industrial Revolution: Five Centuries of Transition from Agrarian to Industrial Capitalism in England,* Chicago, Haymarket Books, 2014.

[6] Robert Brenner, historien de l'économie étatsunienne, dont les travaux ont notamment porté sur la transition entre féodalisme et capitalisme.

[7] Processus de privatisation des terres de pâture qui étaient utilisées en commun par les villageois [ndt].

[8] Karl Marx, *Le Capital*, livre I, section VIII [ndt].

[9] 1688 est l'année de la "Glorieuse révolution": le renversement du roi James II d'Angleterre par une alliance de parlementaires et de Guillaume d'Orange [ndt].

[10] Susan Archer Mann, *Agrarian Capitalism in Theory and Practice,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990, chapitre 2.

[11] Ceci est détaillé dans Martin J. Murray and Charles Post, « The »Agrarian Question », Class Struggle and the Capitalist State in South Africa and the United States », *Insurgent Sociologist*, Volume 11, Number 3, 1984.

[12] Les *Pass Laws* obligeaient les Noir.e.s à posséder un laisser-passer pour pouvoir se rendre dans certains quartiers.

[13] Susan Ferguson et David McNally, « Precarious Migrants: Gender, Race and the Social Reproduction of a Global Working Class », in L. Panitch and G. Albo (éd.), *Socialist Register 2015: Transforming Classes,* New York, Monthly Review Press, 2014.

[14] Howard Botwinick, *Persistent Inequalities: Wage Disparities under Capitalist Competition,* Princeton, Princeton University Press, 1993.

[15] Anwar Shaikh, « Foreign Trade and the Law of Value. Part I », *Science & Society,* 43, 3, 1979; « Foreign Trade and the Law of Value. Part II », *Science & Society,* 44, 1, 1980.

[16] Vivek Chibber, *Locked in Place: State-Building and Late Industrialization in India,* Princeton, Princeton University Press, 2003. Voir aussi: Vivek Chibber, « Development from Below », *Jacobin* , N°19, 2015 (https://www.jacobinmag.com/2015/11/development-state-korea-india-nehru-postcolonial-global-south-chibber/)

[17] Joaquim Hirsch, « The State Apparatus and Social Reproduction: Elements of a Theory of the Capitalist State », in J. Holloway and S. Picciotto (éd.), *State and Capital: A Marxist Debate,* Austin, University of Texas Press, 1978.

[18] J. Hirsch, « State Apparatus and Social Reproduction, » p. 97.

[19] Voir sur ce point G. McCormack et T. Workman, *The Servant State: Overseeing Capital Accumulation in Canada,* Blackwood, Fernwood Press, 2015; et Anwar Shaikh, *Capitalism: Competition, Conflict, Crises,* New York, Oxford University Press, 2016, en particulier la partie III.